

Le monde en mouvement

●●● Boris Johnson rate une marche mais veut sa sortie

ont systématiquement combattu, obtenant souvent de pouvoir s'y soustraire (opt-out), les plus maigres lettres des avancées sur les socles de garanties sociales et de droits pour les travailleurs, avancées à Bruxelles ou à Strasbourg. Et, même si le point de vue peut être difficile à appréhender depuis l'Europe continentale, cela se ressent nettement jusque dans le projet d'accord sur le Brexit, à peine conclu à Bruxelles. Ce sont les travaillistes et

les syndicalistes britanniques

qui lèvent le lièvre : dans le deal entre Boris Johnson et Michel Barnier, le négociateur en chef pour l'UE, la question des droits sociaux est passée du texte de l'accord, avec effet contraignant, à la déclaration politique l'accompagnant, susceptible d'être dénoncée beaucoup plus facilement. Ce qui, selon les progressistes, risque d'encourager les ultralibéraux britanniques à se lancer dans une vaste course au dumping social, avec abaissement des garanties collectives. À ces craintes, Johnson répond en promettant - sans ironie - d'associer le Parlement lors des futures réformes sociales. Mais sans convaincre.

Travaillistes et syndicalistes ont levé le lièvre antisocial.

À la Chambre des communes, les 35 députés du parti nationaliste écossais (SNP) se sont relayés, samedi, pour dénoncer le Brexit et rejeter l'accord présenté par Johnson. Alors qu'en Écosse, plus de 62 % des électeurs s'étaient prononcés pour rester dans l'UE en juin 2016, le SNP, marqué à gauche sur une ligne anti-austérité, fustige, non sans arrière-pensées, « l'avantage compétitif » qu'auraient, sur les Écossais, les Nord-Irlandais en restant en quelque sorte dans l'UE. Dénonçant un « accord totalement dévastateur » pour l'Écosse, le député SNP Ian Blackford promet d'avancer vers un référendum sur l'indépendance, décrivant l'Écosse de demain comme une « nation au sein de l'Union européenne ».

THOMAS LEMAHIEU

Paris s'en réjouit presque, Berlin s'alarme tout à fait

Airbus, dont la Grande-Bretagne est pleinement partie prenante.

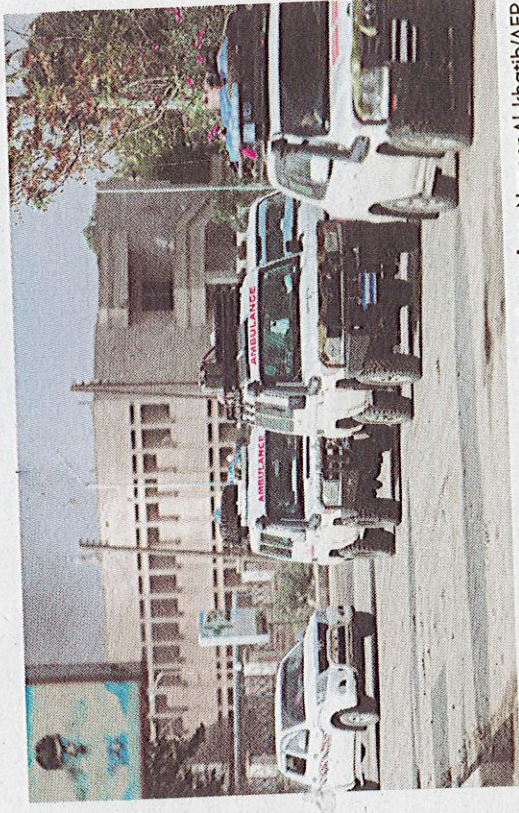
Un impact moins lourd pour la France

L'illusion qu'une bonne partie de la City pourrait démenager vers les rivages toujours plus accommodants de la place financière française nourrit d'évidence aussi l'attitude de l'Élysée. Tout comme le souci de jouer de « l'avance » tricolore enregistrée en matière militaire et d'armement, qui permettrait à Paris d'être, loin devant Berlin et Londres, le fer de lance d'une « Europe de la défense », pensée comme un meilleur pilier de l'Otan. Côté allemand, on se préoccupe de considérations beaucoup plus terre à terre et immédiates sur les répercussions d'un Brexit dur. Le Royaume-Uni constitue en effet l'un des débouchés majeurs des marchandises des grands groupes exportateurs germaniques. L'instauration de droits de douane aurait un impact considérable sur des multinationales qui, comme le constructeur automobile BMW, exportent moteurs et autres ordinateurs de bord, pour les faire assembler dans plusieurs filiales en Grande-Bretagne. Ce qui pourrait se traduire par un net décrochage de la production outre-Rhin alors que l'Allemagne est sur le seuil de la récession.

BRUNO ODENT

3 APRÈS LE BREXIT, LE ROYAUME-UNI PEUT-IL EXPLOSER ?

Pour ne pas sortir de l'Union européenne, contre la volonté majoritaire, dans ces territoires, l'Écosse et l'Irlande du Nord



On compte des centaines de morts depuis le 9 octobre. Nazeer Al-khatib/AFP

MOYEN-ORIENT

Trêve sanglante au nord de la Syrie

Les forces turques ont poursuivi leurs raids malgré un cessez-le-feu déclaré jeudi 17 octobre, sous pression de Washington.

Les jérémiades européennes n'y ont rien fait. Vendredi, bien impuissants, les dirigeants de l'UE réunis en sommet ont condamné « l'action militaire unilatérale menée par la Turquie dans le nord-est de la Syrie » et demandé la fin de l'opération militaire. Malgré une trêve annoncée, à la suite des pressions des États-Unis, par Ankara jeudi soir, les troupes turques ont mené des raids tout le week-end. Sur la seule journée de vendredi, et malgré le « cessez-le-feu », on comptait au moins 13 morts parmi les combattants arabes - kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS), mais également plus d'une dizaine de victimes parmi les civils. Selon le décompte hier de l'Organisation syrienne des droits de l'homme basée à Londres, ce ne sont pas moins de 114 civils et 256 membres des FDS qui ont été tués, contre 196 combattants pro-turcs depuis le début de l'offensive d'Ankara, le 9 octobre dernier.

LE MINISTÈRE TURC DE LA DÉFENSE A ANNONCÉ HIER QUE L'UN DE SES SOLDATS AVAIT ÉTÉ TUÉ LORS D'UNE ATTAQUE « PÉRIPÉTÉE PAR DES TERRORISTES ».

Dimanche, 50 véhicules formant un convoi ont quitté l'hôpital de Ras al-Ain, d'où s'élevaient des flammes, pour transporter les blessés et des hommes et femmes des FDS. Hier, Mazloum Abdi a confié à l'Agence France Presse que les FDS, dont il est le chef, s'étaient retirés totalement de cette ville assiégée, pour respecter l'accord de trêve trouvé jeudi entre Washington et Ankara. Ce dernier

prévoit la suspension pendant cinq jours de l'offensive turque, en échange de la création d'une zone de 32 kilomètres à la frontière syro-turque en territoire syrien, d'où doivent partir les FDS. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, escompte installer dans cet espace 3,6 millions de réfugiés syriens, ce qui y rendrait les Kurdes minoritaires. Pour parvenir à ses fins, l'armée turque a emmené dans ses bagages des suppléments syriens, pour certains islamistes.

L'attaque, lundi 9 octobre, des zones tenues par l'administration semi-autonome du nord de la Syrie par les troupes turques a été rendue possible par la décision de Donald Trump de rapatrier le millier de membres des forces spéciales américaines présentes dans la zone. Ce redéploiement s'est poursuivi hier, avec l'évacuation de la base de Sarbine, près de Kobané, la plus grande installation états-unienne dans la zone.

La trêve prendra fin mardi, jour où Vladimir Poutine, le président russe, et Recep Tayyip Erdogan se rencontreront à Moscou. Les dirigeants français Emmanuel Macron, britannique Boris Johnson, et allemand Angela Merkel, envisagent, eux également, de s'entretenir avec l'homme fort d'Ankara. Mais, semble-t-il, pas avant les 3 ou 4 décembre, à l'occasion d'un sommet de l'Otan. Cette Alliance atlantique qui est l'un des nœuds du problème.

GAËL DE SANTIS